

L'association au cœur du territoire

Un panel très large de 4.210 responsables associatifs, interrogés au deuxième trimestre 2017, met en lumière les nombreux effets de l'action associative dans les territoires, effets directs en réponse à leur objet et effets indirects grâce à ses valeurs, son mode de fonctionnement, son implication dans le territoire... Deux éléments viennent tempérer cet état des lieux : un déficit de (re)connaissance de la part des différents interlocuteurs des associations et des attentes fortes de coopérations pour une plus grande efficacité de leurs actions.

Bien au-delà de son objet

Sans surprise, les trois premiers rôles que les responsables associatifs estiment jouer aujourd'hui sont les suivants : développer les échanges et le lien social (exprimé par 64% des dirigeants associatifs) ; contribuer à l'animation et à l'attractivité de leur territoire (50%), bien plus ressenti en milieu rural ; participer à l'information et à la formation des jeunes et des moins jeunes (46%).

Si la perception des dirigeants varie selon l'activité de l'association, qu'elle soit sociale, culturelle, sportive ou autre, les effets qu'ils soulignent vont bien au-delà. A titre d'exemple, dans le secteur des loisirs dont l'objectif premier est le divertissement, environ 20% estiment jouer un rôle en matière d'éducation, de sentiment d'appartenance au territoire ou de réduction des inégalités.

Pour une meilleure connaissance

Les multiples rôles joués par une association sont généralement bien connus en son sein (92%) par les adhérents eux-mêmes. Il n'en est pas de même de la part des élus locaux (51%), du public en général (41%), des médias en particulier (38%), et surtout de la part des responsables des services publics, de l'Etat ou des collectivités (23%). L'enquête montre le déficit d'image et de reconnaissance dont souffrent les acteurs associatifs, avec des nuances, pour chaque interlocuteur, selon le secteur d'activité, la taille ou le périmètre d'action de l'association, depuis le quartier jusqu'au plan national.

De nombreux partenariats à nouer

Au-delà des coopérations engagées par les associations, cet état des lieux pointe celles qu'elles aimeraient construire avec les différents partenaires potentiels. Sans surprise, la coopération avec la commune est une réalité pour 64% des associations, mais elle est souhaitée par 19% d'entre elles, sachant que 17% n'y voient pas d'intérêt, de par leurs objectifs et leur mode de fonctionnement. Près de 40% des associations aimeraient un partenariat avec le Conseil régional, avec une intercommunalité, ou encore avec une entreprise ; environ 30% avec un Conseil départemental ou encore un établissement scolaire ou universitaire ; 27% avec des services de l'Etat, près de 50% n'y voyant pas d'intérêt particulier. Sans oublier, les coopérations avec d'autres associations ou fondations qui concernent déjà 46% d'entre-elles et que 30% voudraient développer.

Télécharger l'étude

Réalisée par Recherches & Solidarités en partenariat avec le Mouvement associatif, Le Rameau et la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

RECHERCHES & SOLIDARITES est un réseau associatif d'experts dont l'objectif est d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes sur les solidarités et la vie associative. Ses publications sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.